

Total : le bras de fer s'amplifie...

samedi 20 février 2010, par [Correspondant\(es\)](#), [PELLETIER Robert](#), [POUPIN Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 20 février 2010).

Sommaire

- [INTERVIEW D'UN GRÉVISTE \(...\)](#)
- [TOTAL : LA PRESSION MONTE](#)
- [TOTAL VEUT LIQUIDER L'EMPLOI](#)

Après plus d'un mois de conflit, la lutte des salariés de Dunkerque, en grève depuis le 12 janvier, est entrée dans une phase décisive. La détermination à refuser la fermeture du site est intacte. L'indignation générale et la révolte sont à la hauteur des bénéfices du groupe : 7,8 milliards pour 2009.

Sous la pression de la mobilisation, la direction avait cru désamorcer la lutte en annonçant le report de sa décision. Mais pour les salariés, pas question d'accepter le calendrier de la direction qui a convoqué une réunion du comité central d'entreprise, le 29 mars, après les élections. D'où la décision d'occuper le site de Dunkerque.

De son côté, l'intersyndicale a appelé à la grève dans les six raffineries du groupe en France les 17 et 18 février. Celle-ci a été massivement suivie. L'ensemble des sites ont voté la poursuite de la grève. Toute les raffineries sont aujourd'hui paralysées.

Seule une mobilisation générale, un blocage des sites, peut imposer à la direction de renoncer à ses plans de restructuration. Une victoire des salariés de Total contribuerait à changer la donne, à montrer qu'il est possible de maintenir l'emploi en prenant sur les profits.

Le communiqué de presse du NPA :

TOTAL : EXPROPRIER LES LICENCIÉS !

La décision des travailleurs des six principaux sites de raffinage de Total de poursuivre le grève commencée le 17 février pour soutenir celle entamée le 12 janvier par leurs collègues de Dunkerque est une excellente nouvelle.

La multinationale Total vient d'engranger 7,8 milliards d'euros de profits pour l'année 2009. et pourtant, malgré cela, Total annonce la fermeture de sa raffinerie de Dunkerque pour délocaliser son activité en Arabie Saoudite où les travailleurs seront moins payés et où les normes environnementales et sociales sont beaucoup moins contraignantes. Des menaces planent d'ailleurs sur d'autres sites de raffinage.

Réquisitionner Total et ses profits : les travailleurs de Dunkerque montrent la voie. Il est urgent d'empêcher Total de nuire à l'emploi et à l'environnement. Car c'est la même course aux profits qui est à l'origine des licenciements programmés mai aussi de toutes les catastrophes écologiques dont Total est responsable comme la marée noire de l'Erika ou les désastres comme AZF.

Il faut interdire les licenciements et la fermeture de la raffinerie de Dunkerque.

Le NPA, qui est pour l'expropriation de Total et la constitution d'un grand service public de l'énergie ayant le monopole sur la production et la distribution, apporte tout son soutien aux salariés de Total en grève.

Le 19 février 2010

INTERVIEW D'UN GRÉVISTE DE TOTAL...

Samedi 20 février 2010

L'annonce de Total de la fermeture de la raffinerie des Flandres a lancé une forte mobilisation de l'ensemble des salariés du groupe. Nous faisons le point avec Benjamin Desjardin, salarié à la raffinerie de Normandie à Gonfreville l'Orcher.

NPA : Peux-tu expliquer les raisons de la grève actuelle ?

« Depuis mercredi 18 février, les salariés des raffineries, centre de dépôts et des établissements de production de Total en France sont en grève en solidarité avec les collègues de la raffinerie des Flandres (à Dunkerque) avec arrêt total de la production de carburant depuis jeudi soir dans les raffineries.

Toute cette mobilisation a pour origine l'arrêt depuis septembre 2009 de la raffinerie dunkerquoise, suite à une supposée diminution des consommations françaises alors qu'on y fait parvenir des produits de l'étranger déjà raffinés.

Ils se sont mis en grève illimitée suite aux rumeurs médiatiques patronales en janvier sur la fermeture de la raffinerie dunkerquoise afin d'avoir des réponses de la direction générale. Les autres raffineries se sont mises en grève par solidarité avec leurs collègues. Ils se sont donnés rendez vous à Paris au siège social le 1^{er} février, le jour du CCE mais sans réponse claire de la direction et un calendrier lointain, malgré une forte mobilisation de milliers de salariés de Total de toute la France avec appui de ceux des entreprises dunkerquoises et d'Exxon. Suite à cela les salariés de dunkerque ont posé un ultimatum à la direction au 15 février pour redémarrer la raffinerie, sans quoi ils l'exécuteront eux même. Le mardi 16, ils ont donc investi le site malgré la présence de la police privée patronale en nombre qui a réussi à blesser quelques salariés, et les autres raffineries se sont mises en grève de 48 heures par solidarité.

De plus, le groupe Total a prévu également de fermer ou vendre des dépôts, ce qui a mené à une grève plus importante. »

NPA : Comment se déroule le mouvement ?

« Le mouvement de grève se passe dans un climat serein, malgré les pressions patronales et hiérarchiques habituelles sur les salariés gréviste. La grève est appuyée par l'intersyndicale CGT, FO, SUD et CFDT. Le syndicat des cadres CGC nous ayant abandonné, sans surprise. Les prises de paroles sont effectuées à chaque relève pour informer de la situation et consulter les salariés qu'ils soient en quart ou de journée. Les salariés sont toujours très nombreux à poursuivre le mouvement à chaque relève depuis le début de la grève. »

NPA : Comment vois-tu la suite du mouvement ?

« La balle est désormais dans le camp de la direction générale et leur silence ne fait que durcir le mouvement de grève totale.

Le ton s'est d'ailleurs endurci depuis jeudi soir à cause du mutisme face aux exigences fixées par les salariés de Total. De plus, à l'heure où je vous parle, les salariés d'Exxon, également inquiets de leurs avenir, nous rejoindraient dès lundi dans le mouvement.

Il faut savoir que la discrétion de leur part n'est pas innocente, en effet, le gouvernement, à l'approche des élections régionales, fait pression afin qu'une réunion ne s'y tienne qu'après ces scrutins. On pourra craindre une forte recrudescence des suppressions d'emplois en général en France suite aux élections, et ce serait valable pour le groupe Total si nous ne nous sommes pas mobilisés en ce moment.

Les conditions fixées par la majorité des syndicats et par les salariés sont les suivantes :

- Départ immédiat des vigiles du site de Flandre
- Engagement écrit de la direction du groupe pour retraits des plaintes, aucune pression sur les salariés de Flandre et d'où que soient les salariés grévistes.
- Dispositions pour permettre le maintien du contrat de travail Total en cas de cession.
- Tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (gouvernement).
- Tenue d'une table ronde sur dunkerque pour la pérennité du site des Flandres et du bassin Dunkerquois. (réalisation du grand arrêt d'entretien prévu initialement en mars, redémarrage...)
- Respect des IRP et du code du travail, et engagement sur un plan d'investissement pour l'ensemble des sites, donnant une vision claire de la stratégie de l'entreprise.
- Obtention, au-delà des expertises au niveau français, d'une expertise européenne sur l'avenir du raffinage. »

COMMUNIQUÉ DU NPA. SOLIDARITÉ AVEC LES SALARIÉS EN LUTTE DE TOTAL.

mardi 16 février 2010

Les salariés du groupe Total à Dunkerque occupent dorénavant le siège administratif de la raffinerie de Dunkerque, à l'arrêt depuis septembre dernier, pour protester contre la mort programmée de leur entreprise.

600 emplois doivent disparaître.

Si la direction de Total a reporté sa décision c'est avant tout pour éviter un télescopage avec les élections régionales.

Près de 8 milliards de profits en 2009 ont été réalisés par Total qui, pour continuer à engraisser les actionnaires, suppriment des emplois, précipitent les salariés au chômage.

Le NPA soutient l'occupation de la raffinerie de Dunkerque par les grévistes et l'appel à une grève nationale le 17 janvier.

Le 16 janvier 2010

TOTAL : LA PRESSION MONTE

jeudi 11 février 2010

Jeudi 4 février, 2 000 personnes ont manifesté à Mardyck (Nord) pour exiger de la direction de Total la sauvegarde du site. Lors du Comité central d'entreprise du 1^{er} février, celle-ci a annoncé le report de décisions à juin (après les élections régionales).

Depuis le début de la crise économique, Sarkozy répète qu'il ne laissera pas disparaître les productions et les emplois indispensables à l'activité du pays, promettant d'imposer aux entreprises le maintien de l'emploi. On sait ce qu'il en est advenu à Grandrange ou chez Mole !

Estrosi, ministre de l'Industrie, déclarait le 1^{er} février qu'il *n'acceptera pas » la fermeture du site « tant qu'il n'y aura pas de garanties nécessaires sur la pérennité » des 800 emplois concernés. Pour l'instant, nous n'avons pas d'engagement ferme et définitif de la part de Total et je le dis très clairement : le gouvernement sera ferme ».*

Enjeu majeur pour Total. Propriétaire de six raffineries en France employant environ 6 000 travailleurs, Total prend prétexte de la baisse de la demande pour réduire les activités de raffinage en France. La volonté du groupe est claire : raffiner dans les pays producteurs à moindre coût en matière de salaires et d'écologie. La fermeture du site de Dunkerque pourrait n'être que la première de la liste. 380 emplois directs et des centaines d'emplois de sous traitants vont disparaître. Toute la région sera frappée par l'aggravation de la misère.

Mais les enjeux pour les travailleurs vont bien au-delà de la région.

Les luttes contre les licenciements ont, à ce jour, remporté peu de succès. Le scepticisme a gagné du terrain et même les équipes militantes combatives doutent de leur capacité à construire une mobilisation gagnante.

Chez Total, l'intervention de l'État est suspecte. Les grandes opérations de restructuration ont commencé sous l'égide de l'État, avec la fusion Elf-Total. Nationalisation de pertes et des coûts de restructuration, privatisations des profits, voilà le bilan que tirent les salariés.

Seule la mobilisation générale dans le groupe et dans la région peut faire reculer Total. Vendredi 12 février, l'ensemble des entreprises du groupe et de la région Nord-Pas-de-Calais, à l'appel de la CGT et de Solidaires, manifesteront.

Cette manifestation est le préambule à la généralisation de la grève à l'ensemble des sites Total de France appelée par l'intersyndicale CGT-SUD-CFDT-CGC-FO. Échéance d'autant plus importante qu'elle se prépare à « reprendre possession du site à partir du lundi 17 février. Après Philips, les travailleurs peuvent faire la preuve qu'ils sont les seuls réellement indispensables pour faire tourner les usines, ici pour produire des téléviseurs, là pour raffiner du pétrole.

Robert Pelletier et Christine Poupin

** Paru dans Hebdo TEAN # 42 (11/02/10).*

TOTAL VEUT LIQUIDER L'EMPLOI...

vendredi 5 février 2010

Malgré une prévision de bénéfices de 8 milliards d'euros pour 2009, Total a décidé de fermer sa raffinerie de Dunkerque. La mobilisation et... les régionales l'ont obligé à reporter sa décision.

Plus d'un millier de travailleurs se sont rassemblés ce lundi 1^{er} février au pied de la tour Total à La Défense. Un peu de neige, un vent qui rend encore plus glacée l'esplanade entre les tours symboles du fric engrangé par les multinationales qui décident ici de nos emplois, de notre vie. Tous les sites Total sont présents ainsi que les salariés de plusieurs entreprises sous-traitantes avec l'ensemble des organisations syndicales. Avec beaucoup de détermination, au bord de la colère, nous écoutons les explications de représentants syndicaux au comité central d'entreprise. En effet, une réunion extraordinaire du CCE de Total Raffinage se tenait au cours de laquelle la direction devait nous informer sur l'avenir de la Raffinerie des Flandres à Mardyck près de Dunkerque.

En fait, élections régionales obligent, la décision serait reportée à la fin du 1^{er} semestre. Mais personne n'est dupe. Total n'a pas l'intention de revenir sur sa décision de fermeture. Malgré 13,9 milliards d'euros de profits en 2008 et 8 milliards prévus pour 2009, le groupe pétrolier cherche à faire toujours plus de fric, ce qui veut dire rentabiliser le raffinage en le faisant dans des pays à moindres coûts salariaux et moindres contraintes écologiques. Sur le seul site de Mardyck cela fait 370 emplois directs et 550 emplois indirects.

L'annonce faite au CCE. ne diffère guère de ce qui était prévu : arrêt de la raffinerie, refus d'effectuer le « grand arrêt » prévu en mars (maintenance indispensable à la poursuite de l'activité), réflexion sur la transformation du site en entrepôt, centre de formation avec engagement de reclasser deux salariés sur trois. Mais personne n'y croit. L'occupation du hall de la tour Total nous permet de faire comprendre à la direction que nous avons l'intention de nous faire entendre. Si la mobilisation de ce jour est une réussite, elle ne suffira pas à la faire reculer.

Dès maintenant, les organisations syndicales, les assemblées de personnels, dans tous les sites, doivent discuter non seulement de la poursuite du mouvement, c'est-à-dire de la construction d'une grève générale dans l'ensemble du groupe, mais aussi des revendications. Il faut empêcher les patrons de Total de continuer de nuire à l'emploi, à la vie de ses salariés, à l'environnement. Un projet de service public de l'énergie qui réponde aux besoins, assure le maintien de l'emploi et réponde aux impératifs écologiques doit être débattu, défendu par tous les salariés du groupe. Et cela concerne l'ensemble de la société, l'ensemble des travailleurs.

Correspondant

** Paru dans Hebdo TEAN # 41 (04/02/10).*

TOTAL LIQUIDE SES SALARIÉS

jeudi 28 janvier 2010

Le 1^{er} février prochain, la direction de Total annoncera au Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire la fermeture définitive de la raffinerie des Flandres près de Dunkerque pour délocaliser son activité en Arabie saoudite, moins contraignante en matière de législation environnementale, sociale et de salaires.

Laissés sur le carreau, les 750 salariés et 450 sous-traitants bloquent l'usine depuis le 12 janvier et attendent dans l'inquiétude d'être fixés sur leur sort. Total fait miroiter aux salariés des reconversions dans les énergies renouvelables, tout en délocalisant ses émissions de CO₂ pour augmenter ses profits (entre 8 et 9 milliards d'euros pour l'année 2009 et 14 milliards en 2008) et pouvoir polluer plus tranquillement. 20 000 emplois sont directement liés à la raffinerie.

Les salariés ne se laisseront pas faire et d'ores et déjà manifesteront au siège social de Total le jour du CCE. Ils appellent également à une manifestation de soutien le 4 février prochain.
